

**MALDIVES**

**Nouvelle répression de militants politiques pacifiques**

Index AI : ASA 29/003/2004

ÉFAI

Vendredi 13 février 2004

**COMMUNIQUÉ DE PRESSE**

Le gouvernement des Maldives a procédé ce vendredi 13 février 2004 à une série d'arrestations, avant la tenue d'une manifestation organisée par des hommes d'affaires, plusieurs groupes de la société civile et par l'opposition. Plusieurs militants politiques n'ayant pas eu recours à la violence ni prôné son usage ont été arrêtés, malgré les récentes promesses du président Maumoon Abdul Gayoom de procéder à des réformes politiques et en dépit de son engagement à respecter le droit à la liberté d'expression.

« Les promesses de réforme du président Gayoom, qui s'était engagé à protéger les droits humains, sont en totale contradiction avec les arrestations opérées par la police ce matin », a déclaré Amnesty International ce vendredi 13 février 2004.

La manifestation prévue le 14 février a été organisée pour protester contre l'incapacité du gouvernement à endiguer la montée de la criminalité dans le pays. Parmi les organisateurs de la manifestation, on trouve le Parti démocratique maldivien (MDP, *Maldivian Democratic Party*), récemment constitué en dépit du refus du gouvernement d'autoriser l'existence de partis politiques. Les partisans du Parti démocratique maldivien ont l'intention de marcher du parlement au bureau du président, pour lui porter une lettre l'informant de l'existence de leur parti et lui recommander un certain nombre de mesures à prendre pour renforcer la protection et la promotion des droits humains.

Le nombre exact des personnes détenues n'est pas connu. Parmi les personnes arrêtées se trouve toute la famille d'un militant politique du MDP, Ahmed Falah. Des policiers se sont présentés à son domicile aux environs de trois heures du matin, disant qu'ils avaient pour instruction d'arrêter tous les membres de sa famille. Ahmed Falah n'était pas chez lui à ce moment-là, toute la famille a couru dans la rue pour demander de l'aide. Les policiers ont rattrapé Aishath Najib, sa compagne et leurs deux fils, Shafeen Ahmed, dix-huit ans et Habhin Ahmed, dix-

sept ans. Aishath Najib a été immobilisée par plusieurs policiers et jetée à l'arrière d'un fourgon de la police.

Parmi les autres personnes arrêtées ce vendredi 13 février se trouvent : Abdulla Najib, Nazim Abdul Sattar, Mohamed Miyamon Naseem, Abdulla Saeed et Ali Hashim.

Tous ont été conduits au centre de détention de Dhoonidhoo pour y être interrogés. La raison de leur arrestation serait leur engagement dans la campagne pour l'élection du conseil dirigeant du MDP, qui s'était déroulée environ trois heures avant leur arrestation par la police anti-émeutes. Des membres du Conseil dirigeant du MDP, ainsi que des personnes ayant participé au scrutin, se trouvent parmi les détenus.

« Nous demandons au gouvernement de prendre immédiatement des mesures pour qu'aucun des détenus ne soit soumis à des actes de torture ou autres traitements cruels, inhumains ou dégradants, a déclaré Amnesty International. Nous considérons toutes ces personnes comme des prisonniers d'opinion et appelons à leur remise en liberté immédiate et sans condition.

« Notre message au gouvernement est clair : relâchez les détenus maintenant ; veillez à ce qu'ils soient bien traités pendant leur détention ; réformez les lois autorisant la détention de prisonniers d'opinion ; enfin, veillez à ce qu'aucune arrestation de ce genre ne se reproduise à l'avenir », a conclu Amnesty International.

Selon des informations données par la BBC, le gouvernement aurait déclaré que « les opérations de police concernaient des affaires de cambriolage et d'infractions au code de la route et que huit personnes seulement avaient été arrêtées ». Aucune des personnes arrêtées n'est impliquée dans des « affaires de cambriolage » ou « d'infractions au code de la route » selon les informations dont dispose Amnesty International.

« Toutes ces personnes n'ont fait qu'exercer de façon pacifique leur droit à la liberté d'expression. Elles participaient à l'élection du Conseil dirigeant de leur parti. Rien ne justifie leur arrestation. » ●

**Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>**